

Circulation et réseaux de migrants roumains :

Une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe

• **Swanie Potot ***
*Sociologue, LAMES-MMSH,
 Université de Provence*

La thèse présentée se situe dans le prolongement d'une recherche de DEA ayant porté sur les questions identitaires et de représentation en migration dans le cas des migrants d'Europe de l'Est. La nouvelle donne géopolitique apparue en 1989 a en effet permis à de nouvelles populations, souvent issues de la très large classe moyenne des pays anciennement communistes, de partir travailler à l'Ouest pour améliorer leur quotidien à l'Est. Dans ce cadre, je me suis intéressée aux conséquences de l'important déclassement qu'impliquait la migration en termes de représentation identitaire, pour ces nouveaux migrants européens.

La population roumaine a été choisie comme support de l'étude, car elle revêtait certaines caractéristiques spécifiques : tout d'abord, la Roumanie, après avoir été très médiatisée au moment de la "révolution", s'est ensuite surtout illustrée par ses difficultés économiques et sociales qui ont favorisé les migrations. De plus, la situation juridique de la Roumanie jusqu'au 1er janvier 2002 était particulière : tandis que la plupart des pays d'Europe centrale ont obtenu le

droit de circuler dans l'Union Européenne dès 1991, les ressortissants roumains étaient tenus à l'obtention d'un visa, non seulement pour travailler, comme la loi l'exige encore actuellement, mais également pour séjourner dans cette partie de l'Europe. Le caractère clandestin ou pseudo-clandestin de ces mouvements semblait particulièrement intéressant à étudier dans la mesure où il nécessite la mise en place de stratégies de contournement des appareils d'Etat par les migrants.

La recherche initiale, menée en 1998-99, a porté sur un groupe de migrants roumains, dans la région niçoise. Originaires des classes moyennes urbaines, ces jeunes hommes et femmes (environ 80% d'hommes) entraient dans la migration pour ne pas subir de plein fouet le déclin économique du pays. Ces migrants avaient souvent obtenu leur baccalauréat et débuté des études supérieures. C'est devant l'absence de perspectives d'avenir en Roumanie qu'ils avaient choisi «*d'aller voir ailleurs, si c'est possible de faire quelque chose*». Pour la plupart, ces derniers effectuaient des séjours de quelques mois à une

* LAMES-MMSH

5 rue du Château de l'Horloge, BP 647, 13094 Aix-en-Provence, cedex 2.

potot@mmsh.univ-aix.fr

Cet article reprend les principaux résultats de la thèse de doctorat en sociologie réalisée sous la direction de J. Streiff-Fénart et soutenue en juillet 2003 devant l'Université de Nice-Sophia Antipolis

année en France, durant lesquels ils vendaient un journal de rue, dont la vocation était la réinsertion socio-économique de personnes en situation précaire. Cette activité, quelquefois ajoutée à de petits emplois au noir, leur permettait d'accumuler un certain capital avant de repartir, pour des périodes plus ou moins longues, en Roumanie. Cette étude a permis de pointer certains aspects, et en particulier de souligner les différentes stratégies par lesquelles les sujets, de jeunes personnes issues de la classe moyenne roumaine, parvenaient à rehausser leur autodéfinition malgré leur statut de vendeurs de journaux, proche de la mendicité. Mais cette recherche a également engagé d'autres interrogations qui furent à la base du travail de doctorat exposé dans les lignes qui suivent.

Interroger la circulation migratoire

Il est tout d'abord apparu que cette migration entre une ville moyenne de Roumanie, Târgoviste, et Nice n'était qu'une composante particulière d'un champ migratoire beaucoup plus vaste. Les migrants rencontrés avaient souvent déjà fréquenté d'autres lieux à l'étranger et, s'ils effectuaient plusieurs séjours à Nice, ils pouvaient également se tourner vers l'Italie ou l'Espagne où, disaient-ils, ils avaient des contacts. Il m'a alors semblé intéressant de me pencher plus avant sur ce phénomène de circulation transnationale informelle qui semblait trouver sa place dans différents espaces socio-économiques en Europe. Il s'agissait de comprendre comment, dans un contexte très faiblement institutionnalisé, les migrants roumains, astreints à la sédentarité durant plusieurs décennies sous la dictature, sont parvenus à se mettre en route dans l'espace européen, sur la base d'initiatives personnelles, et à s'insérer collectivement et de façon originale dans certains interstices de l'économie occidentale.

L'autre interrogation suscitée par cette première enquête effectuée sur la Côte d'Azur concernait les caractéristiques et la portée des liens sociaux établis entre ces migrants. L'étude menée à Nice permettait de penser qu'il existait certaines formes d'entraide entre les migrants originaires de Târgoviste ; cependant il ne s'agissait manifestement pas de pratiques communautaires, au

sens de pratiques réglées par un sentiment d'appartenance à un groupe. Bien qu'une certaine solidarité ait parfois été remarquée entre des migrants, ces derniers s'affirmaient comme fortement individualistes. Malgré cette représentation, il apparaissait clairement que la circulation migratoire était liée à la possibilité de trouver des soutiens de la part d'autres Roumains, en différents lieux d'Europe. Il m'a semblé intéressant de m'arrêter plus longuement sur l'apparition de ces formes de sociabilité qui voient le jour sur de larges espaces, au cours de la migration.

Des questions se sont alors posées face à ces nouvelles formes migratoires qui se déploient dans des espaces "transnationaux". Il apparaît clairement que ces mouvements multipolaires n'entrent plus dans le schéma d'analyse appliqué aux migrations des ouvriers spécialisés des années 1960 et 1970. J'ai donc recherché des outils conceptuels dans un champ émergent, en tentant notamment de clarifier, pour mon propre usage, les implications de notions comme celle de "transnationalisme", largement utilisée par les auteurs américains¹, et en m'appuyant sur les acquis de recherches françaises qui développent, dans l'étude de ces nouvelles formes migratoires, une approche centrée sur les capacités d'initiative et les compétences des acteurs migrants². Ce point de vue, centré sur le savoir-faire des migrants, est le fait non seulement d'une position épistémologique qui redonne la parole aux acteurs, mais est également le reflet d'une transformation de ces formes migratoires : ces nouvelles migrations sont moins encadrées et plus mobiles que celles de la période précédente. Ces études examinent l'apparition de migrations qui s'organisent, en dehors de la tutelle des Etats, autour du commerce. Les migrants dont il est question, saisissent ainsi des opportunités d'échange en s'installant dans la migration.

Les mouvements étudiés au cours de la recherche ne relèvent pas directement de ce modèle dans la mesure où la majorité des migrants sont des travailleurs salariés. Cependant, on retrouve dans leurs pratiques le même type de compétence et de capacité d'initiative : ils s'insèrent momentanément dans des dispositifs économiques variés qu'ils délaissent,

lorsqu'une meilleure opportunité s'offre à eux. Ces "enclaves d'emploi", qui apparaissent ponctuellement à travers l'Europe, se découvrent ainsi sur la base de prospections et de négociations de la part des migrants. C'est pourquoi il a paru indispensable de s'arrêter également sur les données plus déterministes qui conditionnent ces mouvements. En effet, les positions économiques qu'occupent ces travailleurs, souvent clandestins, dans l'espace européen ne sont pas homogènes, mais relèvent d'une même conjoncture : les travailleurs clandestins occupent aujourd'hui une place particulière dans la structure des emplois en Occident. Différentes études ont montré qu'ils participent d'une gestion néo-capitaliste du travail dans laquelle le lien entre l'entreprise et ses employés tend à se distendre, voire disparaître³. M'inscrivant dans cette perspective, je me suis intéressée aux travailleurs roumains en considérant que leur présence dans certains secteurs de la vie économique et leurs formes migratoires n'étaient nullement anachroniques, perçues comme les résidus de la période antérieure, mais répondraient en fait à des besoins de la société capitaliste moderne.

L'étude s'est donc appuyée sur deux courants : l'un soulignant la capacité d'autonomie des acteurs migrants, l'autre insistant sur la fonction socio-économique du travailleur immigré clandestin dans la société occidentale. Les migrations temporaires roumaines ont alors été étudiées, d'une part, dans leur totalité sociale, en tant que processus migratoires sur lesquels pèse un certain nombre de contraintes sociales, politiques et économiques qui dessinent, dans l'espace européen, la forme de ces migrations. Mais, en me penchant sur l'expérience des acteurs migrants, j'ai choisi d'aborder, dans le même temps, la façon dont ces derniers orientent leurs mouvements en fonction des opportunités qui se présentent à eux et de la perception qu'ils ont de leur propre situation. Le rôle du réseau, en tant qu'espace de sociabilité, a été central dans la compréhension de ces migrations: il permet de saisir comment ces mouvements s'organisent en combinant différentes logiques macro et micro sociales.

Approche ethnographique de deux réseaux migratoires

Cette approche ne pouvait être mise en oeuvre qu'au moyen d'une démarche qualitative de longue haleine. C'est en effet non seulement en interrogeant les migrants, mais également en observant au plus près leurs pratiques, et en y participant lorsque cela était possible, que j'ai pu aborder ces questions. Ce travail est donc le résultat de plusieurs enquêtes de terrain menées sur différents pôles migratoires et dans les régions d'origine et de retour des migrants. La démarche qui préside à ces travaux d'observation est de parvenir à circonscrire un parcours migratoire depuis sa source jusqu'à sa ou ses destination(s), afin d'observer non seulement les conditions de départ, d'accueil et de retour, mais aussi d'examiner les évolutions de comportement et de style de vie que ces différentes situations imposent aux individus. Le choix d'un site d'étude n'est donc pas dû au hasard mais est corrélié aux déplacements réels des personnes.

Globalement, les enquêtes portent sur deux populations et deux parcours migratoires différents. Mettre en parallèle l'étude de ces deux schémas de migration permet de distinguer ce qui, dans chaque cas, est spécifique à une situation donnée, de ce qui relève d'une tendance commune aux migrations roumaines, à comprendre à la lumière de la conjoncture internationale.

De Nice à Londres, développement d'un savoir-faire migrant

La recherche étant le prolongement d'une enquête menée dans la région niçoise, c'est à partir de cette population composée d'une cinquantaine d'individus que l'investigation a été reprise. Il a alors été possible de constituer l'histoire de cette migration : débutée vers 1994-95, elle trouva dès les premiers temps à s'insérer dans ce qui est devenu "une niche" privilégiée pour les migrants roumains : la vente des journaux de rue. Avec le temps, d'autres caractéristiques, comme le logement en hôtel meublé, la procédure de demande d'asile ou le recours à différents services caritatifs, sont devenues les pratiques modales de la migration vers Nice. C'est sur la base de ces savoir-faire partagés par

tous que ce pôle migratoire a été domestiqué par les migrants de Târgoviste. Il existait ainsi un “modèle” de migration construit par les premiers venus, puis perfectionné par les suivants, dont les migrants cités, de plus en plus nombreux, ne s’écartaient guère.

Paradoxalement, ce réseau ne s’est pas constitué à partir d’un ancrage social fort dans la ville de Nice, mais plutôt sur une diffusion des savoir-faire et des compétences acquises, lors de la domestication de cet espace, qui se sont mués en un “savoir-circuler” spécifique à ces jeunes migrants. En effet, lorsque la législation française a mis fin à la possibilité de présenter des demandes d’asile “manifestement infondées”⁴, et que le journal a alors décidé de ne plus embaucher ces étrangers sans titre de séjour, les compétences développées par les migrants durant ces quelques années en matière de migration ont été reconverties vers d’autres pôles migratoires. Ainsi, plutôt que de mettre fin à leurs migrations, un certain nombre de migrants ont mis à profit les contacts qu’ils avaient pu établir avec des pairs, soit en Roumanie, lors des retours, soit en migration, pour s’orienter vers d’autres destinations, comme la région de Milan ou l’Allemagne. Mais un petit nombre d’entre eux qui, suite à une longue expérience migratoire, possédaient de nombreux savoir-faire et connaissances, ont tenté de découvrir de nouveaux sites sur lesquels se rendre. Ils cherchaient ainsi à éviter les lieux saturés de migrants, où la concurrence entre eux faisait baisser le prix du travail et augmenter l’exploitation des clandestins. La découverte d’un moyen de se rendre à Londres - qui n’appartient pas à l’espace Schengen - est ainsi apparue comme une opportunité particulièrement intéressante, dans la mesure où les salaires sont, comparativement à d’autres pays européens, relativement élevés, et que les autorités ne pratiquent pas de “chasse aux clandestins”. Dès lors, tandis que cette destination a d’abord été réservée aux proches des “découvreurs”, par la suite, le moyen de passer la frontière a été vendu à d’autres migrants du réseau avant de devenir une information partagée par l’ensemble d’entre eux. C’est pourquoi, petit à petit, les migrants qui avaient fréquenté la Côte d’Azur, se sont rendus sur ce nouveau pôle migratoire, encore

peu exploité par les migrants européens. En quelques mois, la capitale britannique est ainsi devenue le nouveau centre du réseau, même si d’autres destinations continuaient à être fréquentées par un nombre moins important de personnes originaires de Târgoviste.

Cette reconversion m’a donc amenée à enquêter, durant plus d’un mois, à Londres, parmi les personnes que j’avais connues à Nice, auxquelles s’ajoutaient de nouveaux venus ; désormais le groupe des migrants de Târgoviste comptait en effet environ cinq cents individus, dont une proportion importante de couples. Il est alors apparu que l’insertion économique des migrants, leurs modalités de logement et même la fréquence des retours différaient relativement de ce qui avait été observé à Nice. Ainsi, le modèle migratoire avait été redéfini. L’opportunité de se faire employer ne se cantonnait plus ici à une “niche” découverte par un petit nombre, mais tenait plutôt à la spécificité de la structure des emplois précaires à Londres. De même, le réseau relationnel s’est recomposé sur la base de liens plus lâches, en changeant de destination, mais il s’est maintenu et même élargi dans ce nouveau contexte.

Mais c’est surtout lors des enquêtes menées dans la ville d’origine que les liens créés par la migration apparaissaient le plus nettement. En effet, si en situation migratoire le réseau repose sur des liens multiples et variés, depuis une forte solidarité entre migrants issus d’une même famille à des ententes très pragmatiques entre personnes éloignées, lors des retours, l’expérience migratoire apparaît véritablement comme le support de liens forts entre les migrants. La nouvelle identité que confère le statut de migrant s’illustre, en Roumanie, non seulement par une forte visibilité, mais également par une sociabilité particulière entre ces derniers, qui repose tant sur l’expérience vécue que sur une nouvelle vision du monde acquise au cours de la migration. Ces liens nouveaux leur permettent notamment de s’impliquer ensemble dans l’économie informelle locale. En ce sens, il est apparu que les conséquences de la migration dans la localité d’origine dépassaient largement la seule ascension économique de quelques individus et menaient petit à petit à l’émergence d’un groupe social en train de se définir mais bien présent

dans la ville.

Interethnicité dans l'agriculture espagnole

L'autre série d'enquêtes concerne une migration tout à fait indépendante de la première, qui s'est développée entre un département roumain et l'Espagne. Les migrants concernés ont un profil légèrement différent des premiers : ils ne sont pas forcément jeunes, beaucoup sont déjà installés en famille et sont majoritairement issus de la classe d'ouvriers-paysans conçue par N.Ceausescu⁵. Mon intérêt pour l'Espagne est apparu avec les émeutes d'El Ejido en février 2000 : entre le 5 et le 7 de ce mois, suite au meurtre d'une Espagnole par un jeune déséquilibré marocain, la région fut le théâtre de violences sans précédent à l'encontre des immigrés venus du Maroc. Ces derniers, clandestins pour la majorité, ont répliqué par un arrêt du travail. Ces événements furent couverts par la presse internationale qui relatait également, quelques jours plus tard, que cette grève avait été brisée par des travailleurs roumains récemment arrivés en grand nombre⁶.

A ce moment, je cherchais un deuxième terrain d'enquête qui puisse compléter l'étude menée sur le réseau de Târgoviste. La situation décrite par la presse en Espagne me semblait particulièrement intéressante car, tout en prenant forme dans un environnement différent de celui étudié jusqu'alors, il semblait que la présence des Roumains, dans cette province espagnole, relevait du même phénomène migratoire que celui étudié antérieurement, et qui tendait à se développer dans différentes aires économiques et spatiales de l'Europe. La situation de "briseurs de grève" dénoncée par les médias, permettait en outre d'aborder de plein fouet un thème déjà effleuré dans les enquêtes précédentes, à savoir comment ces nouveaux migrants européens, peu organisés, se positionnaient, en terme d'identité collective, face aux autres groupes migrants, ceux venus du Sud notamment.

Le rôle économique que jouent les migrants clandestins dans la province d'Almería, et particulièrement à El Ejido, me paraît être une illustration paroxysmique de la situation des travailleurs clandestins en Europe. En effet, l'agriculture intensive andalouse, développée au

cours de ces trente dernières années - en partie grâce aux aides de l'Union Européenne - et aujourd'hui soumise à la concurrence du Sud sur le marché européen, tente, par tous les moyens, de réduire ses coups de production. L'embauche massive d'ouvriers agricoles d'origine étrangère, non déclarés, est alors devenue, depuis le milieu des années 80, un des moyens de baisser le prix de revient des fruits et légumes. Il s'agit véritablement, pour reprendre l'expression d'E.Terray (1999), d'une «délocalisation sur place». La présence de ces clandestins est si importante et reconnue dans le système économique local, qu'en 1999 une nouvelle loi⁷ prend en compte ce phénomène et attribue un certain nombre de droits aux «immigrés irréguliers inscrits sur les registres nationaux».

Au départ, ces emplois ont surtout concerné les clandestins marocains qui n'avaient qu'à traverser le détroit de Gibraltar pour venir offrir leurs services durant la saison agricole. Mais, à partir des années 90, d'autres populations se sont également implantées dans la région, notamment des Africains de l'Ouest d'abord, puis des Philippins, des Equatoriens et, plus récemment, des Roumains originaires du Sud de la Roumanie. Or, durant la grève menée par les Marocains, la presse et la population locale ont focalisé leur attention sur la seule présence des Roumains dans les serres, pourtant pas plus nombreux que les Equatoriens à s'opposer ainsi au mouvement marocain. Mais, dans un contexte de racisme avéré, la population roumaine concentre l'attention dans la mesure où elle est, en fait, présentée comme une nouvelle opportunité d'immigration dans laquelle les employeurs voient la solution aux problèmes "culturels" que poseraient les autres migrants, surtout ceux venus du continent africain. Cette définition d'immigrés de première classe est alors aussitôt reprise dans la définition de l'identité collective des migrants interrogés qui valorisent ainsi leur propre groupe en s'écartant de ceux qui sont discriminés.

Le réseau, une organisation sociale informelle

L'étude de ces différents parcours migratoires souligne ainsi la variabilité des situations rencontrées par les travailleurs migrants roumains

en Europe. Mais, lorsque l'on étudie les relations sociales sur lesquelles reposent ces configurations migrantes, il apparaît clairement des logiques communes à ces mouvements.

Ainsi, il est apparu que dans toutes les situations étudiées, le réseau n'était pas un facteur d'identification premier dans la mesure où les migrants se disent avant tout individualistes et parlent rarement en terme de "communauté" ou de "groupe migrant". Cependant, la définition collective intervient occasionnellement dans le but de se distinguer d'autres groupes qui font peser une menace sur l'image des migrants étudiés. En ce sens, l'appartenance à un réseau migrant induit une "identité par défaut". En outre, on constate que bien que relevant d'un même procédé, celle-ci est locale, liée à chaque pôle migratoire, dans la mesure où elle se constitue en réponse à l'environnement social rencontré par les migrants dans une situation migratoire donnée. En France, les Roumains cherchaient ainsi à se distinguer des Tziganes souvent dénoncés par la presse nationale comme "Roumains indésirables" ; ils insistaient ainsi sur le fait que, pour eux, la migration n'était pas un mode de vie, qu'ils étaient sédentaires ou bien qu'eux n'étaient ni voleur ni trafiquant. En Grande-Bretagne, le discours identitaire visait surtout à stigmatiser les immigrés du Commonwealth, traditionnelle source de main d'œuvre dans le royaume et donc objet du "racisme ordinaire". De même, en Espagne, ils cherchaient à tout prix à ne pas être assimilés aux Marocains et faisaient notamment valoir le fait qu'eux étaient chrétiens, comme la population nationale.

On s'aperçoit que la stigmatisation des groupes minoritaires résulte toujours d'une même rhétorique et fait appel à des arguments identiques, quelle que soit l'origine de ces "Autres". Le manque d'intérêt manifesté à l'égard des autres groupes minoritaires se manifeste par un point de vue très généralisant à l'égard de ces différentes minorités. En fait, c'est le discours discriminant construit à l'encontre des Tziganes en Roumanie qui se trouve mobilisé face à de nouvelles populations. Il faut noter que la xénophobie envers les Roms est généralisée dans ce pays et ne fait pas l'objet de débat. Dès lors, en situation migratoire, on transfère directement le sté-

réotype du Tzigane, de culture lointaine et étrange, aux autres groupes minoritaires, sans l'adapter à la spécificité des populations rencontrées. Il s'agit toujours, dans le discours, de groupes minoritaires qui posent des problèmes d'intégration dus à une distance culturelle irréductible. En poussant le procédé à son comble, lors d'entretien, un Roumain d'Espagne m'a ainsi décrit les Marocains comme des nomades que les différents Etats ne parvenaient pas à sédentariser. De cette façon, les personnes interrogées se placent d'emblée du côté du groupe dominant, dont elles partagent le point de vue, dans la mesure où, disent-elles, elles se trouvent confrontées, chez elles, au même type de problèmes. En ce sens, le fait de réduire les populations allogènes à un seul groupe aux caractéristiques stables permet de s'identifier, soi-même, à la classe dominante constituée par les Européens blancs. Ainsi, on évite de s'agréger à la catégorie dévalorisante du "migrant" en revendiquant, à la différence des autres migrants, une appartenance à un peuple européen dont la culture et le mode de vie seraient uniformes.

Parallèlement, bien que l'identification au réseau n'apparaisse que de façon ténue, on a montré qu'il existait un cadre normatif au sein des réseaux. En effet, ceux-ci sont capables de sélectionner leurs membres et de mettre à l'écart les individus déviants qui mettent en péril la stabilité ou l'image de l'ensemble. Cette pratique d'éloignement intervient notamment face aux petits délinquants qui détériorent la réputation du groupe. On observe ainsi un processus de contrôle et de cooptation des membres du réseau entre eux, qui repose sur une entente minimale quant à l'attitude attendue du migrant. Dès lors, ceux qui se conforment à ce code de conduite peuvent escompter le soutien, ou au moins la collaboration de leurs pairs.

Ces formes de solidarité, dans lesquelles interviennent les migrants, soulignent par ailleurs les différentes positions que ceux-ci peuvent occuper au sein d'un réseau, entre néophyte isolé et expert très entouré de ses pairs. Le réseau distribue implicitement en effet des statuts différents à ses membres en fonction de leur carrière migratoire, mais également de leur attitude face aux autres migrants. Il apparaît, par exemple,

que l'expertise ne dépend pas uniquement de la mise en œuvre de compétences migratoires efficaces ; celles-ci doivent également pouvoir être partagées et exploitées par une majorité des membres du réseau.

Conclusion

Pour conclure, cette recherche a permis d'éclairer un phénomène migratoire encore peu connu, car difficile à appréhender, celui des migrations clandestines transnationales, en mettant au jour la façon dont les réseaux migrants, composés de différents types de liens, parviennent à se construire et se développer sur de larges espaces, grâce à une organisation informelle relativement lâche mais cependant prégnante. C'est en effet la liberté d'initiative dont jouissent les membres de ces réseaux qui leur permet de développer de nouvelles stratégies et ainsi d'augmenter leurs ressources, faites de savoirs, savoir-faire et de compétences, petit à petit mises à disposition à l'intérieur de collectifs migrants.

Il est de plus apparu, au cours de l'étude, que les déplacements de ces migrants et les stratégies mises en œuvre n'étaient pas indépendants d'une certaine gestion internationale des migrations. En effet, derrière les politiques officielles de fermeture des frontières de l'espace européen, les pratiques de tolérance de la part d'autorités locales, combinées aux besoins économiques, invitent, en quelque sorte, les migrants à suivre certains itinéraires et à en délaissier d'autres. En ce sens, les réseaux migrants transnationaux, qui multiplient les prospectives et se concentrent ensuite collectivement sur les situations les plus avantageuses, c'est-à-dire les moins réprimées socialement et juridiquement, sont des organisations qui permettent aux migrations de s'adapter à la variabilité des situations socio-économiques en Europe.

Ce travail, bien que considéré comme terminé, peut ouvrir certaines perspectives de recherche. En effet, la situation de la Roumanie est en train d'évoluer lentement : il semble que le pays ait amorcé une reprise économique, et la perspective d'intégration à l'Union Européenne en 2007 favorise cette tendance. On peut se demander si cette évolution ne va pas conduire un certain

nombre de migrants, qui sont souvent diplômés et occupent une position sociale appréciable en Roumanie, à retourner à une certaine sédentarisation dans leur pays, comme ils disent eux-mêmes l'envisager. Dès lors, deux types d'interrogation pourraient être abordés :

Le premier concerne la transformation des acquis de la migration dans le contexte roumain. En effet, la culture transnationale des migrants peut être mise à profit pour servir de pont entre des espaces encore très différenciés. Que ce soit sous forme d'intermédiaires pour des entreprises occidentales souhaitant s'implanter en Roumanie, ou pour s'impliquer eux-mêmes dans le développement d'une économie locale, grâce aux gains acquis dans la migration. La connaissance de l'Ouest pourrait être exploitée, soit en tant que formation au capitalisme occidental soit en tant qu'ouverture commerciale vers l'Occident. C'est alors à la transformation des gains symboliques de la migration en véritable capital social et économique qu'il conviendrait de s'intéresser.

La deuxième perspective consisterait à s'intéresser à la transmission des compétences migratoires constituées durant ces années. On peut se demander si les parcours transnationaux, aujourd'hui constitués de nombreux savoirs et savoir-faire spécifiques à certains pôles migratoires, seront réinvestis par de nouvelles populations : soit des groupes plus précarisés en Roumanie qui, profitant d'une conjoncture plus favorable, se mettraient à leur tour en route pour améliorer leur situation ; soit d'autres nationalités déjà impliquées dans l'économie informelle roumaine et dans les multiples trafics liés aux faux documents de voyage. Je pense notamment aux Moldaves, très proches des Roumains, qui, eux, n'ont pas obtenu le droit de voyager dans l'espace Schengen. En d'autres termes, il conviendrait de savoir si la migration transnationale, avec ses savoirs et ses savoir-faire, construite par une première génération de migrants, pourrait être réinvestie ou au moins servir de support - et dans quelle mesure - à des migrants d'un nouveau type.

■

- 1 Voir en particulier les travaux de N.Glick-Schiller ou ceux d'A.Portés.
- 2 Lire, notamment, les travaux d'A.Tarrius et M.Morokvasic.
- 3 Voir les publications de A.Réa ou A.Morice sur la question.
- 4 Suite à la loi dite "loi Chevènement" du 11 juin 1998.
- 5 Afin, notamment, de créer une seule classe prolétaire qui unirait ouvriers et paysans, la dictature imposait aux ouvriers de partager leur temps entre l'usine et les champs, tandis que les employés des exploitations agricoles d'Etat logeaient dans les grandes cités ouvrières.
- 6 Voir notamment l'article de Juan Goytisolo et Sami Naïr, «Racisme en Espagne», *Le Monde* du 15.02.00 ou *El País* du 10.02.00, «El relevo de magrebies por Europeos del Este reaviva la tensión en El Ejido», p.l.
- 7 Loi organique sur les droits et libertés des étrangers et leur intégration sociale, dite loi 4/2000, adoptée par le Parlement le 22 décembre 1999.

Références

- Balibar, E., Chemillier-Gendreau, M., Costa-Lascoux, J., & Terray, E. (1999). *Sans papiers : l'archaïsme fatal*. Paris : La Découverte.
- Bribosia, E., & Réa, A. (2002). *Les nouvelles migrations. Un enjeu européen*. Bruxelles : Editions Complexe.
- Glick-Schiller, N., Basch, L., & Szanton-Blanc, C. (1997). From immigrant to trans-migrant : Theorizing transnational migration. *Sozial Welt*, 12, 121-140.
- Morice, A. (1997). Quand la lutte contre l'emploi illégal cache les progrès de la précarité légale. In D. Fassin (dir.), *Les lois de l'inhospitalité* (pp.177-196). Paris : La Découverte.
- Morice, A. (1997). Les travailleurs étrangers aux avant-postes de la précarité. *Le Monde diplomatique*, janvier, 18-19.
- Morokvasic, M., & Rudolph, H. (Eds)(1995). *Migrants. Les nouvelles mobilités en Europe*. Paris : L'Harmattan.
- Peraldi, M. (dir.) (2002). La fin des norias ? *Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*. Paris : Maisonneuve & Larose, MMSH.
- Portés, A. (1999). La mondialisation par le bas. *Les Actes de la recherche en sciences sociales*, 129, 15-25.
- Réa, A. (2002). Le travail des sans-papiers et la citoyenneté domestique. In M. Peraldi (dir.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée* (pp. 459,478). Paris : Maisonneuve & Larose, MMSH.
- Tarrius, A. (2001). Le lien social fort comme préalable à la réussite économique. *Journal des Anthropologues*, 84, 111-144.
- Terray, E. (1999). Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place. In E. Balibar, M. Chemillier-Gendreau, J. Costa-Lascoux & E. Terray, *Sans papiers : l'archaïsme fatal* (pp. 9-34). Paris : La Découverte.

Faire Savoirs

n° 5 - décembre 2005

Sciences humaines et sociales en région PACA



Sociétés

Hommes

Sciences

Le creuset marseillais

Coordination : André Donzel et Alain Moreau

Paul Cuturello & Christian Rinaudo

Mise en image et mise en critique de la Côte d'Azur

Synthèse de recherche

Patrick Perez & Fabienne Soldini

Les bibliothèques marseillaises, consommation culturelle et production de mixité sociale

Carole Rostagni :

Justice pénale et opinion publique. Nouvelles réflexions sur la présomption d'innocence

Swanie Potot

Circulation et réseaux de migrants roumains : une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe

Fournier, P., & Mazzella, S.,

(s/d'ir, 2004). Marseille, entre ville et ports

Les destins de la rue de la République. Paris : La Découverte